



Détournement de l'opinion publique ?

Les liens entre Infox, micro-ciblage et démocratie

par Maria Joao Rodrigues, Présidente de la FEPS

Dans ce numéro du Progressive Post, nous avons choisi de nous concentrer sur la démocratie numérique. Les élections européennes approchent et, en tant que femme politique, je m'en réjouis. Les élections sont la marque de fabrique de notre démocratie et l'occasion de faire preuve d'optimisme. Mais je reste malgré tout sur mes gardes, car notre démocratie semble vulnérable face aux manipulations en ligne. Notre capacité à prendre des décisions démocratiques est menacée par les activités des grandes entreprises technologiques.

Dans son livre *Surveillance Capitalism*, le professeur Shoshana Zuboff décrit un modèle d'entreprise en plein essor, axé sur la collecte de données personnelles servant à prévoir, manipuler et contrôler le comportement des individus. Cette mutation du capitalisme, associée à l'immense concentration des pouvoirs dans l'économie numérique, met en péril notre autonomie individuelle, et donc les fondements de notre démocratie. Je suis très heureuse que le professeur Zuboff ait trouvé le temps de répondre à une interview pour aborder ces préoccupations.

Pour contrer cette tendance, nous avons besoin de règles, et des changements doivent être apportés sur plusieurs fronts. Mais je pense que notre manière de faire de la politique constitue un bon point de départ. Nous ne devrions pas sombrer dans une course à l'abîme, où nous collecterions toujours plus de données personnelles pour mieux cibler et manipuler les électeurs. Je veux convaincre les citoyens avec mes idées, et la première serait d'imposer plus de transparence pour les publicités politiques.

Il est certain que l'ère du numérique présente de nouveaux défis pour notre démocratie. Des groupes mènent délibérément des campagnes de désinformation. Il existe un risque réel que l'opinion publique soit manipulée dans la perspective des élections, et nous devrions prendre des mesures décisives pour l'éviter.

Il est également décourageant de voir des individus remplis de haine pérorer en ligne. Notre débat public s'en trouve entaché et les promesses de démocratie des débuts de l'Internet semblent à présent bien loin.

Mais je me méfie de l'énergie politique consacrée à la lutte contre les « fake news ». Le débat public mené sur Internet doit donner la parole aux médias de qualité, mais aussi aux personnes qui n'avaient pas voix au chapitre par le passé. Nous devons chérir cette évolution. Nous devrions trouver le moyen de transformer cette cacophonie d'opinions en une symphonie, sans devoir éteindre totalement le son.

Je ne suis toutefois pas naïve. Le résultat n'est souvent pas beau à voir. Pour les situations qui dégénèrent en des faits criminels, nous avons le Code pénal, et nous devrions l'appliquer. Pour ce faire, nous devons travailler avec les plateformes. Mais je pense que charger les médias sociaux de supprimer les contenus problématiques serait la solution de facilité. Même avec des garde-fous, cette solution donnerait lieu à des interventions biaisées et cimenterait l'influence des grandes plateformes sur notre communication. Plus important encore, elle ne permettrait pas de résoudre les problèmes, mais juste de les dissimuler.

Je suis convaincue que nous devrions plutôt prendre la résolution difficile, mais cruciale, d'impliquer tous les citoyens dans la création d'une démocratie meilleure. Nous avons besoin de nouveaux modèles de communication qui encouragent le dialogue et qui n'en appellent pas à nos instincts les plus primaires pour maximiser les bénéfices. À l'ère de la communication instantanée, nous devrions également nous demander s'il est toujours approprié que la participation politique des citoyens se limite à leur seul vote. En bref, nous devons repenser notre démocratie, afin de veiller à ce qu'elle demeure le meilleur modèle pour le vivre ensemble et la prospérité.